



Chers camarades,

Devant la multiplication des situations insupportables faites aux salariés du privé, comme du public, plans de licenciements, chômage partiel, non-respect des droits collectifs et individuels, retard de paiement des salaires... et j'en passe, la Commission Administrative de l'Union Départementale a adopté la motion ci-dessous.

Olivier Aubry
Pour l'UDFO 28.
Secrétaire Général.

Motion adoptée à l'unanimité par la Commission administrative de l'UD FO 28, réunie le 13 mars 2025

La CA, réunie le 13 mars 2025, a mesuré la gravité de la situation à partir du tour de table mettant en évidence, partout, des situations intolérables.

La CA constate que derrière chaque situation, individuelle ou pas, s'exprime la politique générale du gouvernement et du patronat :

Baisse du coût du travail, dégradation des conditions de travail, augmentation de la productivité, blocage des salaires, management par le stress, etc...

La CA constate que, public ou privé, partout directions et patronat veulent imposer « l'union sacrée » à tous les niveaux en s'en prenant à nos délégués, interdisant la formulation des revendications, individualisant toutes les relations de travail.

La CA appelle nos syndicats à se saisir des moindres problèmes, réclamations, situations... pour en faire une revendication collective, à l'exprimer par tract, à organiser des assemblées générales dès que possible, à préparer la grève.

Revendiquer n'est pas garantir le succès. Cela ne l'a jamais été.

Revendiquer, en toute indépendance, c'est organiser l'action unie qui seule permettra à tous les niveaux, de gagner.



Activités des syndicats de l'Union Départementale FO

Intervention du syndicat FO de l'Inspection du Travail pour le respect de la neutralité des services publics et donc pour la protection de ses agents !

Monsieur le Directeur,

L'installation du drapeau Ukrainien sur le fronton de nos locaux 15 place de la République est une atteinte grave au principe de neutralité de la fonction publique.

Si les préférences et les choix politiques de tous doivent s'afficher sur nos murs, je souhaiterais et défendrai ardemment que le drapeau palestinien y figure également (46000 morts) ainsi que celui de tous les peuples opprimés dans le monde.

J'attire votre attention que de telles pratiques ne peuvent servir qu'à encourager des actions fanatiques de tout poil, l'actualité nous les présente tous les jours.

C'est une mise en danger volontaire des fonctionnaires et usagers de la fonction publique

Trois engins explosifs, de fabrication artisanale, ont été lancés, lundi 24 février, contre la façade du consulat général de Russie, situé dans le 8^e arrondissement de Marseille.

Force Ouvrière vous demande de retirer immédiatement de notre façade toute référence à un conflit armé.

Se rendant sur place dès le lendemain matin de ce courrier, le camarade Driss, Inspecteur du Travail à la retraite, constate que le drapeau a été retiré. L'Union Départementale a vivement remercié par écrit le camarade qui a rédigé ce courrier qui défend, non seulement l'intégrité morale et physique de tous les agents de la fonction publique, mais aussi l'attachement de Force Ouvrière à son indépendance.

Activités des syndicats de l'Union Départementale FO

**Formation syndicale « Communication – Développement »
24-28 février 2025**



L'Union Départementale a accueilli durant la semaine du 24 au 28 février le stage de formation syndicale « Communication et Développement » animé par Valérie du CFMS.

Ont participé 12 camarades du privé comme du public qui ont particulièrement apprécié une semaine concrète et pratique permettant d'avoir une action efficace de développement au sein de son syndicat.

Activités des syndicats de l'Union Départementale FO

**Ecole de Dangeau : Non à la Fermeture de la 4^{ème} Classe.
Le Snudi-FO soutient l'Assemblée des enseignants, des parents et des élus !
Suite...**

Mobilisés contre la fermeture d'une classe



RÉUNION. Parents d'élèves et élus dangeolais ont lancé une pétition en ligne pour protester contre le projet de fermeture d'une des quatre classes de l'école primaire à la rentrée 2025-2026.

Le Snudi-FO 28, syndicat des enseignants et AESH du 1^{er} degré est contacté par les parents d'élèves de Dangeau ; une classe est menacée de fermeture !

Le Snudi-FO 28 participe à l'assemblée du 6 février qui réunit tous les personnels de l'école, Monsieur le Maire et 50% des familles de l'école.

L'assemblée discute de la situation, de la dégradation des conditions de travail et de l'enseignement qui découlera évidemment de la fermeture. L'assemblée détermine les revendications :

NON A LA FEMETURE D'UNE CLASSE !

CONSTITUTION D'UN RASED COMPLET !

L'assemblée discute des moyens de faire aboutir les revendications, elle décide de demander une audience auprès de la direction départementale de l'Education Nationale au cours de laquelle sera déposée la pétition qui au soir du 6 février recueille déjà 400 signatures !

Face à la menace de fermeture d'une des quatre classes existantes de l'école primaire de Dangeau, à la rentrée 2025-2026, les parents d'élèves ont exprimé leur opposition, jeudi, avec le soutien de la municipalité, représentée par le maire Olivier Houdy.

« Nous ne pouvons nier une décline démographique, mais une école qui se meurt, c'est tout un village qui dépérit. Nous avons déjà subi une fermeture de classe il y a trois ans, mais nous avons tellement investi dans la rénovation

de l'établissement et des classes qu'une nouvelle fermeture me semble totalement inconcevable », souligne Olivier Houdy.

Triple niveau

Les enseignantes présentes et le représentant syndical ont également alerté sur les difficultés pédagogiques qu'entraînerait cette suppression : « Nous ne pouvons pas assurer une continuité des apprentissages efficace avec des classes à triple niveau. Et nous ne pouvons accueillir des élèves de très

petite section ou ceux de la fondation Chevallier Debeausse d'Alluyes. Actuellement, 33 % des élèves présentent des besoins particuliers et nécessitent un accompagnement individualisé et différencié. »

Ils ont aussi pointé les failles du soutien spécialisé, rappelant que le Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased) est insuffisant : « Il faut attendre un an pour un rendez-vous avec un psychologue scolaire, et nous manquons d'un enseignant spécialisé op-

tion G, indispensable pour encourager les enfants dans la communication, la confiance, l'estime de soi et l'apprentissage. »

Pour faire entendre leur voix, les parents d'élèves ont lancé une pétition en ligne sur change.org et installé des banderoles à l'entrée de l'école.

Une demande d'audience à l'Inspection académique va être déposée et d'autres actions d'ampleur sont en préparation après les vacances d'hiver afin de poursuivre la mobilisation. ■

Lundi 24 février : Blocage de l'école par les parents.



Conformément à ce qui a été décidé lors de l'assemblée du 6 février, ce lundi 24 à 8h00, les parents bloquent symboliquement les portes de l'école. Prévenue, madame l'Inspectrice de la circonscription s'est dépêchée sur place. La direction départementale le lui demande d'appeler la gendarmerie. Le blocage

prévu comme symbolique s'allonge jusqu'à 10h30. Un entretien avec la direction départementale est finalement accordé pour le mercredi 5 mars à 10h00.



DANGEAU

L'accès à l'école primaire a été bloqué



MOBILISATION. Les parents d'élèves ont protesté contre le projet de fermeture d'une classe, lundi. Il a fallu l'intervention des gendarmes pour que les cours reprennent normalement.

Les parents d'élèves de l'école primaire de Dangeau se sont une nouvelle fois mobilisés, lundi, pour protester contre le projet de fermeture d'une classe à la rentrée 2025/26. En signe de contestation, ils ont bloqué l'accès de l'établissement scolaire aux enseignants.

Alertée, Valérie Bonnin, inspectrice de l'éducation nationale de la circonscription de Nogent-le-Rotrou, s'est rendue sur place pour écouter les revendications des représentants des parents d'élèves (*notre édition du 10 février*), sans toutefois parvenir à débloquer la situation.

Ce n'est qu'avec l'intervention diplomatique de

la brigade de gendarmerie de Brou, vers 10 h 30, que les cours ont pu reprendre normalement.

800 signatures

Pauline Gauthier, représentante des parents d'élèves, a fait le point sur les derniers développements concernant cette fermeture annoncée d'une classe. « La mobilisation se poursuit. Nous avons adressé une demande d'entretien aux services de la DSDEN (Direction des services départementaux de l'éducation nationale), qui en ont accusé réception et doivent nous recontacter pour fixer un rendez-vous. Après trois semaines, les pétitions en ligne et au format papier ont recueilli

plus de 800 signatures. »

Elle a également souligné le soutien sans faille des élus locaux, mené par le maire Olivier Houdy, ainsi que l'appui du député (Les Démocrates) Philippe Vigier, qui s'est engagé à accompagner leur démarche de mobilisation, au même titre que le sénateur (Les Républicains) Daniel Guéret, qui réclame un moratoire de deux ans suspendant toute fermeture de classe en milieu rural.

Valérie Bonnin n'a pas souhaité faire de commentaire, mais a toutefois annoncé qu'elle ferait remonter les informations des parents d'élèves à Évelyne Mège, directrice académique. ■

Activités des syndicats de l'Union Départementale FO

Assemblée Générale des syndiqués de l'UNION LOCALE de NOGENT-LE-ROTROU

L'Union Locale Force Ouvrière de Nogent-le-Rotrou a tenu son AG annuelle ce vendredi 28 février. 16 camarades ont répondu à l'invitation, ils représentaient



les syndicats FO de B-Braun, de Cook Inov et de France Travail. Les camarades FO de l'hôpital de Nogent et des Manufactures du Château étaient excusés. L'Union Départementale était représentée par Sébastien (Trésorier) et par Olivier (Secrétaire). Les camarades retraités étaient également présents.

La camarade Virginie, secrétaire de l'UL, a fait le point sur la situation de l'UL, et constaté une augmentation importante de son activité. Les appels sont de plus en plus nombreux, ainsi que les dossiers traités pour une aide juridique. Christian précise qu'il a traité environ 15 dossiers sur toute l'année 2024, et que 8 dossiers sont déjà ouverts pour l'année 2025. Cela corrobore tout-à-fait ce que constate l'UD. L'UL a également été sollicitée pour la création de 2 syndicats FO dans des entreprises nogentaises.

L'UD a fait un point sur le contexte départemental et les combats menés aussi bien dans l'industrie que dans les services publics. La sortie de la Confédération du conclave de Bayrou a été accueillie comme un point d'appui important pour tous les camarades. La question des retraites et de la sécu sera au centre de tous les combats à venir, chacun en a conscience.

Les camarades de Cook Inov font part d'une certaine inquiétude quant à l'avenir de la boîte mais des investissements importants ont déjà été réalisés.

Valérie (Trésorière de l'UL) fait le bilan de l'exercice. La question de la subvention mairie qui n'évolue pas est abordée.

Le bilan financier ainsi que le rapport de la secrétaire sont adoptés. Le bureau de l'UL accueille une nouvelle camarade. Le bureau est adopté.

De l'avis de tous ce fut une belle AG, constructive et portant des éclairages importants sur les positions FO. Le pot de l'amitié l'a fermée dans la bonne humeur.



Syndicat – FO NOVO

« Davantage de soutien dans leur vie quotidienne »

le géant pharmaceutique Novo Nordisk, implanté à Chartres, expérimente l'arrêt menstruel en 2025.



Novo Nordisk après des discussions entre le comité de direction et les partenaires sociaux lors des négociations annuelles obligatoires (NAO) à la fin de l'année 2024, le géant pharmaceutique danois a décidé d'expérimenter l'arrêt menstruel, à raison de six jours par an, pour ses salariées.

"Sur présentation d'un certificat médical, les salariées qui en éprouvent le besoin pourront bénéficier d'un arrêt menstruel, poursuit Mathilde Bourges, chargée des communications stratégiques et des affaires publiques chez Novo Nordisk. On sait bien que cela fait partie des sujets qui ne sont pas toujours évidents à évoquer en entreprise, mais là, l'objectif, en instaurant un véritable cadre, est justement de pouvoir faciliter ces discussions pour des personnes qui n'oseraient pas en parler en temps normal."

Cette mesure, qui s'inscrit "dans la politique globale de l'entreprise pour apporter à tous nos collaborateurs davantage de soutien dans leur vie quotidienne", fait savoir Mathilde Bourges, n'est pas la seule qui sera mise en place au sein de l'entreprise.

50 % des salariés sont des femmes.

Création d'un congé proche aidant de deux semaines rémunérées à 100 %, prise en charge du congé paternité et de l'accueil d'un enfant supplémentaire à hauteur de quatorze semaines, lui aussi rémunéré à 100 % pour les futurs papas et quatre semaines de congé maternité supplémentaires, elles aussi prises en charge en totalité : autant d'initiatives instaurées pour appuyer « la prise en considération de l'équilibre entre



Bulletin mensuel d'information de
l'activité des syndicats de l'Union
départementale
Force Ouvrière d'Eure et Loir

vie familiale vie professionnelle », au sein de Novo Nordisk.

Difficile de chiffrer, pour l'heure, le coût et l'impact sur la masse salariale de l'arrêt menstruel expérimenté cette année, "qui pourrait concerner la moitié des effectifs du site de Chartres, puisque 50 % de nos salariés sont des collaboratrices", assure la chargée des communications stratégiques et des affaires publiques de Novo.

"On va le tester sur 2025, pour voir comment ça fonctionne concrètement, savoir s'il y a besoin d'ajuster si on s'aperçoit finalement que six jours, c'est trop ou pas assez. C'est quelque chose qui n'existait pas jusqu'à aujourd'hui, donc nous sommes vraiment dans une démarche d'apprentissage, tous ensemble."